

# REPUBLIQUE FRANÇAISE



Commune de MONTANAY  
Police du stationnement  
Extrait du registre des arrêtés du Maire

MÉTROPOLE

GRAND LYON

Police de la circulation  
Extrait du registre des arrêtés du Président

## Arrêté temporaire n°2024-93

Objet : travaux de réaménagement de trottoir  
Rue de Neuville

**Le Maire de MONTANAY**  
**Le Président de la Métropole de Lyon**

- VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :
- L'article L.3642-2,
  - Les articles L.2213-2-2°, L.2213-2-3°, L.2213-3, L.2213-3-1 et L.2213-6 relatifs au pouvoir de police du stationnement du maire
  - Les articles L.2213-1, L.2213-2-1°, L.2213-3-2°, L.2213-4 alinéa 1er, L.2213-5, L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole ;
- VU Le Code de la Route ;
- VU Le Code de la Voirie Routière ;
- VU Le Code Pénal et notamment l'article R.610-5 ;
- VU L'instruction interministérielle sur la signalisation routière ;
- VU La loi n°96-1236 du 30 décembre 1996 sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie ;
- VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération lyonnaise approuvé en Conseil métropolitain du 6 mars 2017
- VU l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;
- VU L'avis de la Métropole de Lyon ;
- VU La demande formulée par la société **COIRO CALADE**

Considérant les travaux de réaménagement de trottoir, il y a lieu de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité publique et réglementer le stationnement comme suit :

### ARRETEMENT

#### ARTICLE I

Des travaux de réaménagement de trottoir doivent être réalisés entre le 4/11/2024 et le 3/12/2024 par la société **COIRO CALADE** domiciliée 146 Rue Charles Sève 69400 VILLEFRANCHE SUR SAONE

#### ARTICLE II

Les travaux seront réalisés : **764-840 rue de Neuville**  
**69250 MONTANAY**

#### ARTICLE III

Le temps des travaux,  
- le stationnement sera interdit au droit du chantier  
- la circulation se fera de manière alternée par feux tricolores

**Passage obligatoire des riverains, des services de collecte des ordures ménagères et sélectives le mercredi et jeudi matin ainsi que des services de secours et des transports collectifs.**

#### ARTICLE IV

La signalisation et le balisage seront mis en place par l'entreprise **COIRO CALADE**.  
Au cas où ces travaux ne seraient pas terminés dans les délais prévus, le présent arrêté sera automatiquement prorogé.

Ampliation sera adressée à :

- Gendarmerie de Neuville/Saône
- Service collectes des ordures ménagères
- Services de transports interurbains
- Entreprise **COIRO CALADE**

## Article dernier

Mesdames, messieurs : le(a) Directeur(trice) Général(e) des Services de la commune de Montanay, la Directrice Générale des Services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté temporaire ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Maire peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de stationnement arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

A Montanay, le 10/10/2024

Le Maire  
Gilbert SUCHET



A Lyon, le 10/10/2024  
Pour le Président de la Métropole,



Fabien Bagnon  
Vice-Président délégué à la voirie et aux  
mobilités actives